

L'INDÉPENDANCE ESPAGNOLE,

SEUL ORGANE INTERNATIONAL, PARAISSANT TOUS LES JOURS A MADRID,
JOURNAL POLITIQUE, INDUSTRIEL, AGRICOLE, FINANCIER, COMMERCIAL ET LITTÉRAIRE.

Ce journal paraît en deux éditions : Le matin, en ESPAGNOL ; et le soir, EN FRANÇAIS.

Este periódico sale en dos ediciones : Por la mañana, en ESPAÑOL ; y por la tarde, en FRANCES.

A MADRID, — tout ce qui concerne la Rédaction doit être envoyé à M. Breistoff de Rochebrune, Directeur Gérant, rédacteur en chef, Calle del Sordo, 37.
Pour les abonnements, les annonces à insérer, s'adresser à l'Administration du JOURNAL, Calle del Sordo, 37 ; ou chez MM. Bailly-Baillière et Duran, libraires.

	PRIX D'ABONNEMENT :			
	1 mois.	3 mois.	6 mois.	1 an.
MADRID.....	16 rs.	45 rs.	90 rs.	180 rs.
PROVINCES.....	20	60	120	240
FRANCE ET AUTRES PAYS.....	6 fs.	18 fs.	36 fs.	72 fs.
OUTRE-MER, LES ANTILLES ET LES COLONIES.....	8	20	40	80

Les abonnements commencent le 1^{er} et le 15 de chaque mois.

Pour les abonnements, les annonces et les réclames à insérer, s'adresser :

DANS LES PROVINCES, chez tous les libraires ; à Barcelone, chez M. Bonnebault, libraire, Rambla del Centro.

A LISBONNE, chez M. Plantier, libraire.

A PARIS (pour toute la France), à l'Agence du JOURNAL, chez M. Ern. Clair, rue St-Marc, 30.

A LONDRES, Leicester Square, 49.

A BRUXELLES, à l'Office de publicité, Montagne de la Cour.

AVIS.

Les personnes qui, ayant reçu le journal jusqu'aujourd'hui, à titre d'essai, désiraient s'y abonner, sont priées de vouloir bien s'adresser à l'administration le montant de leur abonnement, soit en timbres-poste, soit en mandat sur la poste, si elles ne veulent se voir supprimer l'envoi du journal.

Les abonnements courent à compter des 1^{er} et 15 de chaque mois.

Nos correspondants sont prévenus que toute demande d'abonnement ou d'insertion d'annonces qui ne serait pas accompagnée de son montant, sera considérée comme nulle et non avenue.

L'administration reçoit en paiement les timbres-poste de l'Espagne et de l'étranger.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE PARTICULIÈRE.

DE L'INDÉPENDANCE ESPAGNOLE.

Dépêche reçue le 21 avril à 3 heures du soir.

Paris.

Fonds espagnols.	3 p. 1/2, extérieur
	Id. intérieur
	Id. différée
	Id. amortissable
Fonds français.	4 1/2 p. 93 25
	4 p. 69 10
Fonds anglais.	Consolidés 96 3/4 à 96 7/8

BOURSE DE MADRID.

3 p. 1/2, consolidé	39-40
Id. différée	27 23.
Id. amortissable	1re classe 16-30
	— amortissable 2e id. 8-50

PARTIE OFFICIELLE.

La Gaceta de Madrid porte deux décrets royaux. Le premier marque les limites des deux districts militaires de Burgos et des provinces Basques ; lesquels districts seront marqués à l'avenir par l'Ebre depuis le détroit de Besantes jusqu'à Navarre. Cette disposition n'a rapport qu'aux effets purement militaires, sans que rien soit changé en ce qui touche les autorités civiles et judiciaires.

Par le second décret, la Gaceta fixe au 20 septembre prochain l'ouverture de l'exposition des beaux-arts qui doit avoir lieu, d'après le décret, le 25 décembre 1853, dans le musée national de peinture et sculpture.

MADRID 21 AVRIL.

DES FORCES PRODUCTIVES D'UNE NATION.

II. FORCES MATELLES.

Les forces morales et intellectuelles ont une si grande importance, que nous avons cru devoir leur assigner la première place dans l'économie des nations et les représenter comme le plus puissant levier de la fortune publique.

Est-ce à dire que nous voulions les faire aboutir à la matérialisation des intelligences et des cœurs, à une basse adoration du veau d'or ? Non, sans doute ; elles ont, à nos yeux, une mission plus digne, celle d'arracher tous les travailleurs aux étreintes du paupérisme et d'élever d'autant plus sûrement les esprits vers le ciel, que les besoins du corps auront reçu plus de satisfactions honnêtes.

Qui pourrait d'ailleurs nous faire un crime de prêcher les conquêtes du bien-être matériel, quand nous les demandons à la productivité de l'instruction et de la moralité des individus, quand nous les désignons au courage des pères de famille qui veulent chercher dans un salaire plus abondant les douces joies que ne donne jamais la mendicité ?

Nous connaissons les honorables susceptibilités de la fierté castillane et de la dignité espagnole ; aussi considérons-nous l'instruction et la moralisation des classes laborieuses, non seulement comme une indispensable nécessité de l'époque actuelle, mais encore comme le besoin le plus impérieux d'un peuple dont le caractère est si chevaleresque et si élevé.

C'est donc répondre aux vœux de tous les véritables libéraux, que de doter les travailleurs d'un capital moral et intellectuel, susceptible de multiplier indéfiniment l'intérêt de leurs bras. L'enseignement primaire et professionnel, tel que nous l'avons esquissé hier, est certainement une des plus belles inspirations de l'esprit libéral parce qu'elle est la forme la plus heureuse et la plus délicate de l'esprit de charité, de progrès et de bien-être. La religion, la société, la civilisation, peuvent donc également s'applaudir des généreux efforts de ceux qui veulent diminuer le nombre des pauvres par les profits du travail, et grossir l'un par l'autre le capital moral et matériel de la nation.

Ces considérations philosophiques et religieuses répondent suffisamment, pensons-nous, au reproche de matérialisme qui trop souvent est dirigé contre les idées les plus pures de l'économie politique ; nous espérons qu'elles seront acceptées de nos lecteurs, et que, Grands d'Espagne, ministres, gouverneurs, curés, alcaldes, en un mot toutes les influences du pays, prêteront un loyal et patriotique concours à la Monarchie dans la vulgarisation des meilleures méthodes d'instruction populaire.

La ne s'arrête pas la tâche du gouvernement et de l'aristocratie espagnole. Si utiles, si indispensables qu'elles soient, les forces morales et intellectuelles d'une nation ont besoin d'être aidées par des forces matérielles pour vivifier les richesses que la nature et la science mettent à la disposition de ses travailleurs ; ces deux espèces de forces ne deviennent productives qu'en s'appuyant les unes sur les autres.

Quelles sont les forces matérielles qui font défaut à l'Espagne et dont la prompt organisation soit le plus vivement à désirer ? Nous citerons, en première ligne, les voies de communication, les établissements de crédit, et la

liberté du travail. Etudions-les successivement la portée.

De quelque nature qu'ils soient, intellectuels, moraux, ou matériels, les capitaux acquiescent d'autant plus de valeur, produisent d'autant plus d'intérêt qu'ils circulent plus vite et plus souvent. C'est là un principe élémentaire, sans doute, mais les conséquences qu'il entraîne sont immenses, et l'on peut dire, qu'il résume, à peu près, à lui seul, tous les secrets de la science gouvernementale et économique. Aussi les plus grands hommes d'état, les plus célèbres financiers se sont-ils toujours ingéniés à favoriser le développement des réseaux terrestres, fluviaux, et maritimes qui devaient rapprocher, dans une alliance plus intime, les personnes, les idées et les choses.

A aucune époque de l'histoire la suprématie du rôle que jouent les voies de communication dans la création de la fortune des nations et des individus n'a ressorti avec plus de grandeur et d'importante vérité que de nos jours. Les peuples les plus riches, les anglais et les américains, par exemple, ne possèdent-ils pas précisément le plus magnifique ensemble de routes, de chemins, de canaux, d'agents de transports maritimes, qui existe dans le monde entier ? Et les financiers les plus célèbres doivent-ils à autre chose qu'à l'incessante rapidité de la circulation de leurs capitaux l'énorme fortune qui étonne leurs contemporains ?

Les hommes spéciaux, les esprits d'élite nous pardonneront difficilement notre insistance sur ces banalités ; mais, comment ne pas prêcher à satiété des principes si vulgaires, comment ne pas insister sur les avantages de la circulation et des voies de communication, quand tant de provinces, en Espagne, tant de villes et de communes peuplées ne sont encore reliées entre elles que par des sentiers bordés de précipices et semés d'innombrables fondrières ? Il existe des localités qui, séparées seulement par une distance de dix lieues, dépendent plus de temps et d'argent qu'il n'en faut pour aller de Madrid à Paris !

D'où proviennent ces anomalies si étranges et si déplorable ? Du défaut d'instruction, de calcul et d'association. A l'exception du pays Basque, les provinces ici n'ont rien d'analogue à la vicinalité départementale et communale de France. Aussi n'est-il pas étonnant de voir des contrées entières décimées par la famine, pendant que d'autres regorgent de grains en quantité suffisante pour nourrir deux Espagnes. Le fléau de la contrebande anglaise qui paralyse toutes les industries nationales, n'est guères entretenu, non plus, que par l'absence de voies de communication sûres et faciles ; des ânes et des mulets peuvent transporter à un prix relativement minime les marchandises fabriquées qui ont une grande valeur ; mais ils deviennent les plus coûteux des moyens de transport pour les matériaux bruts des usines et des manufactures.

Il y a un calcul bien simple que les hommes intelligents devraient s'efforcer de populariser, d'imposer même partout, c'est celui-ci : Un bon

chemin est l'ornement le plus nécessaire au bon marché comme à l'abondance de la production et de la consommation. Avec un bon chemin, en effet, un seul cheval exécutera l'ouvrage de quatre ; l'Etat ou la commune qui paie la dépense de cette voie de communication gratuite donc, par ce fait même, de trois chevaux tous les habitants du pays. Nous ne connaissons pas d'argument plus victorieux en faveur du développement des voies de communication en Espagne ; nous y reviendrons dans un prochain article.

C. DE SAULNIERS.

REVUE POLITIQUE.

Les élections municipales qui viennent d'avoir lieu à Fribourg ont tellement surexcité l'antagonisme des coteries rivales, qu'il en est résulté des attroupements armés, et enfin une lutte sanglante. L'impression causée par ce malheureux événement dans toute la Suisse a été profonde, et un corps de 250 hommes armés va être établi à Fribourg pour y prévenir de nouveaux désordres.

La chambre des députés piémontais a repris, dans sa séance du 17, la discussion de la loi Deforesta sur la presse et sur les conspirateurs.

Les adversaires du ministère n'ont pas manqué, comme on s'y attendait, de faire appel à l'indépendance des députés sardes et de présenter le projet de loi comme émanant d'une influence étrangère.

Le cabinet a repoussé cette imputation ; il a soutenu le grand principe de l'union qui doit exister entre les gouvernements pour faire face à des dangers, à des ennemis communs et a rappelé, en outre, les titres que la dynastie napoléonienne s'est acquis à la reconnaissance des italiens.

M. de Cavour lui-même a prononcé à ce sujet un discours très étendu et a déclaré faire du rejet ou de l'acceptation de la loi une question de cabinet. Dans ces conditions la succession du projet ne paraît pas douteuse.

Nous désirons sincèrement que les membres du parlement anglais se donnent la peine de lire le discours de M. de Cavour.

Le traité de paix du 30 mars 1856 a rétabli la paix entre la Turquie et la Russie ; mais il est loin d'avoir fait disparaître l'hostilité traditionnelle qui sépare ces deux empires. Il n'a pas davantage anéanti la tendance des Czars à affaiblir l'autorité du Sultan sur ses états et leur coutume de susciter aux souverains ottomans des difficultés continuelles sous le prétexte de protéger les sujets chrétiens de la Sublime-Porte.

Depuis plusieurs mois toutes les correspondances de l'Asie-Mineure racontent que des agents russes parcourent le pays, excitant les habitants à partir pour la Russie, leur offrant des passeports et la naturalisation dans l'empire des Czars, se bornant à exiger d'eux, en retour, le serment de fidélité à l'Empereur de toutes les Russies.

Ce recrutement singulier prenait une telle extension, que la Sublime-Porte s'est enfin indignée et a demandé des explications à l'ambassadeur moscovite.

M. de Batenieff s'est empressé de désavouer ces agissements. Mais le Sultan n'a pu être dupe de ses protestations, et lui a fait remettre, pour être transmise au Czar, une note conçue en termes très-énergiques.

En outre, pour arrêter cette transformation des sujets turcs en Russes, la Sublime-Porte a envoyé au gouverneur général de Trébizonde, l'ordre de confisquer, au profit du Trésor, les propriétés des Ottomans devenus sujets russes ; de faire vendre immédiatement, au profit des propriétaires, toutes les constructions, maisons, magasins, etc, qui se trouvent sur ces propriétés, et de forcer tous les sujets du Sultan qui se sont changés en sujets russes, à quitter sans délai la Turquie ou à renier toute autre souveraineté que celle de la Porte.

Tous ces faits étranges révèlent de la part de la Russie une politique peu loyale, et nous avouons que ces menées du czar Alexandre II nous paraissent peu dignes d'un principe qui depuis la fin de la guerre ne trouvait en Europe que des sympathies et des preuves de confiance.

Mais la Russie ne s'est pas arrêtée là. Le gouvernement de Pétersbourg vient de publier un mémorandum dans lequel il s'attache à prouver que le *Hatti-humayoun*, destiné à changer la condition des sujets chrétiens de la Porte, est resté une lettre morte, et que les grandes puissances à l'influence desquelles est due cette grande réforme, ont le devoir d'en surveiller l'exécution. Le Czar, dans ce document, invite les autres gouvernements à demander à leurs consuls des rapports qui, il n'en doute pas, confirmeront entièrement les plaintes des consuls russes, et propose, comme conclusion, de soumettre cet état de choses à l'examen du prochain Congrès pour obtenir que la Porte soit mise en demeure, d'une manière beaucoup plus rigoureuse, d'exécuter ses promesses et de faire appliquer son propre décret en faveur des chrétiens.

Nous n'avons pas d'autre nouvelle importante de l'extérieur à signaler.

A l'intérieur, l'objet des préoccupations les plus légitimes est le projet de loi sur la presse, qui subit des retards très regrettables.

La commission a terminé son travail ; mais la discussion n'a pas encore commencé au Cortès, et si l'on se souvient de la date à laquelle a eu lieu la présentation du projet, si l'on songe à la longueur ordinaire des discussions parlementaires surtout pour des questions de cette nature, on a lieu de redouter que le vote de la loi soit encore fort éloigné.

Cependant, les sympathies qu'a rencontrées dans toutes les opinions le nouveau projet ; la supériorité considérable et incontestée sur la législation actuelle, nous sembleraient justifier en sa faveur toute la sollicitude des honorables membres du Congrès ; et nous les prions instamment de vouloir bien activer, le plus qu'il leur sera possible, la discussion et le vote de

FEUILLETON

DE L'INDÉPENDANCE ESPAGNOLE.

LA PERLE DE GRAVELINES.

PAR CASIMIR HENRICY.

(Suite.)

On avait déjà raconté force histoires lamentables de revenants et de suppliciés, des chroniques de mer saupoudrées de pirates ; on avait parlé des dangers que court un navire lorsqu'un chat se noie ; des feux de saint Elme, et de bien d'autres choses encore. Sur le littoral, les sujets des contes propres à défrayer l'essorée d'ivrois ont beaucoup plus variés que dans l'intérieur.

Il était près de dix heures. La tempête redoublait de violence, on ne put s'empêcher, tout en fumant, et en buvant de la bière, de s'entretenir un peu du mauvais état des chemins, et des difficultés que quelques-uns des individus présents éprouveraient pour rentrer chez eux.

C'est qu'il fait vraiment un temps à ne pas mettre un chien à la porte, murmura un de ces hommes en jetant sur l'âtre un regard d'amour qui témoignait combien il lui serait pénible de s'en éloigner dans un pareil moment.

Ce qui signifie, dit James, qu'on ne doit pas avoir moins d'égards pour les chrétiens que pour les chiens. Eh bien, mes garçons, Betty vous étendra là, sur le plancher, une botte de paille et vous vous arrimerez dessus comme vous pourrez. Il ne faut donc pas que cela empêche Tom de nous apprendre ce qui est arrivé à lord Fishburn.

Je veux bien, répondit Tom, mais, lorsque vous aurez raconté, vous, ce qui vous est arrivé, il y a six ans, sur les côtes de France, et que vous n'oublierez, dites-vous, de votre vie.

— Soit, reprit James, qui n'avait pas l'habitude de se faire prier.

La vie de cet homme était tout émaillée de particularités du plus haut intérêt.

Après avoir rechargé et allumé sa pipe, puis passé sur sa cuisse gauche son plus jeune enfant qu'il tenait assis sur sa cuisse droite, il se mit en devoir de satisfaire ses auditeurs. Il raconta qu'ayant été débarqué de la coutellerie et des foudrars sur la côte de France, il s'était vu brusquement assailli par des douaniers et obligé de soutenir contre eux une lutte opiniâtre.

Blessé grièvement, il allait tomber entre leurs mains, lorsqu'il fut sauvé par un pêcheur qui le cacha sous ses filets. Ce pêcheur l'avait ensuite soigné et ramené en Angleterre ; en sorte qu'il n'avait perdu que son bateau et une partie de ses marchandises.

— Vous trouvez peut-être que ce n'est pas assez ? hasarda la femme du contrebandier en poussant un gros soupir et en arrêtant le mouvement des aiguilles de son tricot.

— Je ne dis pas cela, ma chère Molly.

— Non, vous ne dites pas cela ; mais vous avez l'air de vous soucier de cette perte comme d'une écale de poisson.

— Eh ! vous oubliez donc que j'aurais pu y laisser ma peau. Sur mon honneur, je n'aurais aucune envie de vous voir devenir si tôt veuve, ce qui fait votre éloges. D'ailleurs, à quoi me servirait de me consumer en regrets inutiles ?

— Je sais bien que ça ne servirait à rien, et que vous avez été heureux depuis ; mais ce qui est perdu est toujours perdu. Passe encore si la leçon vous eût profité. Je tremble chaque fois que vous vous aventurez hors de la maison. Vous êtes toujours aussi hardi et aussi imprudent qu'il y a vingt ans.

— Parce que, dans mon état, qui ne risque rien n'a rien, ma chère Molly.

— Bon ! voilà que vous m'appellez encore Molly, lorsque je vous ai fait remarquer cent fois que c'était peu convenable. Quelqu'un qui vous entendrait, sans me voir, croirait que je suis une petite fille. On appelle Mary une femme de mon âge.

— C'est que, pour moi, vous êtes toujours jeune,

ma bonne amie ; et il m'en coûte tant de changer mes habitudes ! D'ailleurs, il ne s'agit pas de cela, pour le moment. Je parlais du service signalé que m'avait rendu un généreux pêcheur sur les côtes de France, et vous savez qu'à cet égard vous avez toujours pensé comme moi.

— Est-ce qu'une honnête femme, qui a du cœur pourrait penser autrement ?

— Bien pensé, ma chère Molly ! c'est-à-dire Mary, très-bien pensé ! Je vous dirai, à mon tour, que c'est parce que vous êtes ainsi, que j'écoute avec plaisir vos conseils et vos observations.

Ce petit compliment mit fin au dialogue des deux époux. La sage et prudente ménagère, qui semblait tenir beaucoup à ce qu'on ne crût pas qu'elle avait moins de trente-cinq ans, se remit à son tricot.

— Et c'était un Français, ce pêcheur-là ? demanda à James, un des jeunes gens présents.

— Sans doute... Qui pensais-tu que ce fût ? Crois-tu que la France est habitée par des Chinois, des Turcs ou des anthropophages ?

— Ah ! maître James, ce n'est pas ce que je voulais dire. Je suis seulement étonné qu'un Français ait agi ainsi.

— Tu parlerais autrement, mon garçon, si tu connaissais nos voisins d'outre-Manche, si tu avais échangé avec eux autre chose que des boulets, petits cadeaux peu propres à entretenir l'amitié. Après tout, peut-être ne montreraient-ils pas aujourd'hui autant de bienveillance pour un matelot de la marine royale comme toi. Nous, contrebandiers, nous sommes bien vus partout... Quoi qu'il en soit, dit James revenant à son sujet, le trait de cet homme est beau, et je ne suis pas un ingrat ; je lui prouverais bien, si jamais il avait besoin de moi.

— Il va sans dire, maître James, qu'il pourrait compter également sur la reconnaissance de chacun de nous, s'empressa d'ajouter un des autres prétendants à la main de Betty.

Un petit baril d'eau-de-vie était là, restant d'une cargaison que le hardi *smuggler* avait débarqué peu de jours auparavant, malgré les croisées et les gardes-côtes des deux nations. On en but un peu pour se rafraîchir ; après quoi, Tom fut

de nouveau sollicité de narrer l'histoire de lord Fishburn.

— Entrant alors dans des détails fort curieux pour ceux qui l'écoutaient, Tom raconta que le susdit lord, amoureux de la femme d'un de ses fermiers et ne pouvant rien obtenir d'elle, pour se venger de ses dédains, fit pendre le mari, en l'accusant faussement de vol. Un mois après, il était à Londres, soupant chez lui, à la sortie du spectacle, en compagnie de quelques actrices, lorsque, tout à coup, son chien aboya avec force, comme s'il eût eu la conscience qu'un grand danger menaçait son maître.

A cet endroit du récit de Tom, le chien de James, qui était resté jusque-là immobile et silencieux, couché aux pieds de son maître, se dressa, releva ses oreilles, et fit chorus avec la tempête.

— Tiens ! notre chien qui fait comme celui de lord Fishburn, dit Betty en se rapprochant de la cheminée.

— C'est extraordinaire, ça, ajouta Tom, juste au moment...

— Mais oui, c'est extraordinaire, répéta toute la compagnie.

James fit taire son chien, non sans beaucoup de peine ; après quoi :

— Continue, mon garçon, dit-il ; voilà que ton histoire commence à devenir intéressante.

— Peu après que le chien eût aboyé, poursuivit Tom, on frappa à la porte. Lord Fishburn alla voir, en l'envoyant d'avance à tous les diables, quel était l'importun qui venait le troubler ainsi à pareille heure ; mais jugez de sa surprise et de son épouvante ! le visiteur était son pendu.

— Le pendu ! s'écria chacun des assistants en faisant un mouvement d'effroi.

Le fuscain de Betty avait cessé de tourner.

— Oui, le pendu, reprit Tom d'un air grave et solennel.

— Cela prouve, dit tranquillement James, que le bourreau n'avait pas fait les frais d'une corde neuve, ou qu'un ami était venu la couper à temps. Voilà tout. Du reste, tant mieux pour le pauvre fermier, puisqu'il était innocent.

— Ah ! vous êtes toujours incrédule, vous.

— Mais, au contraire, je crois tout ce que tu viens de dire.

— Vous admettez donc qu'il était mort ?

— J'admets qu'il a été pendu. Cela ne te suffit-il pas ? Enfin, qu'est-il arrivé ensuite ?

— Il est arrivé que, depuis ce jour, on n'a plus revu ni lord Fishburn, ni le pendu.

— On allait sans doute, se livrer à bien des commentaires sur ce fait, lorsqu'un léger coup fut frappé à la porte.

A l'exception de James, tous tressaillèrent, Betty laissa tomber son fuscain.

— C'est toujours comme chez lord Fishburn, fit remarquer Tom en donnant des signes non équivoques de terreur.

Le maître du logis s'était déjà levé.

— Oh ! oh ! qu'est-ce ci ? dit-il. Si c'étaient des douaniers !... Ça pourraient bien être des douaniers.

Et, saisissant vivement le baril d'eau-de-vie, qui eût pu le compromettre, il le fit disparaître au fond d'une petite cachette habilement dissimulée, dans la cheminée.

— Et si c'étaient des voleurs ? dit Betty toute tremblante.

Le *smuggler* ne répondit pas, mais il sourit, haussa les épaules, passa un large couteau dans sa ceinture, fourra une paire de pistolets dans ses poches, et s'en alla résolument ouvrir la porte.

Un homme et une femme, pauvrement vêtus, et trempés jusqu'aux os, se montrèrent alors à ses yeux.

La femme parla seule, disant que son mari était mort, et qu'elle supplia le maître de la maison de vouloir bien leur accorder l'hospitalité pour le reste de la nuit.

— Nous sommes des pauvres gens, dit-elle, qui venons de Cantorbéry, et nous allons à Douvres ou mon mari espère trouver du travail.

— Si vous venez de Cantorbéry, répondit James aux voyageurs, en les observant attentivement, il faut qu'il y ait longtemps que vous vous soyez égarés, car vous êtes loin de la route que vous auriez dû suivre. Soyez donc les bienvenus ; j'aimais on ne refuse ici l'hospitalité.

Puis il ajouta en lui-même :

cette loi qu'attendent impatiemment tous les organes de la presse et tous les hommes intelligents du pays.

A. DE LAMNAU-ROLLAND.

Nous reproduisons en l'extrayant de la Correspondance autographe d'Espagne, la dépêche télégraphique que nous annonçons hier.

Paris, 20.

On vient de recevoir d'Amérique des nouvelles importantes relatives à l'Espagne.

Des lettres de Washington annoncent que le président Buchanan a le projet de présenter au Congrès un message ayant pour but de déclarer la guerre à l'Espagne.

G. DE LAGNY.

CORTES.

SÉNAT.

Ainsi que nous l'avons dit hier, Le Sénat, dans sa séance dernière, après la lecture de divers projets de loi approuvés par la chambre des députés, a continué la discussion de la loi sur les mines.

M. Olivan, membre de la commission, a déclaré qu'elle retirait l'article 8, sur lequel le débat était engagé, ainsi que tout le chapitre dont il fait partie, et qu'il serait l'un et l'autre, l'objet d'une nouvelle rédaction.

L'article 14 a été approuvé, après avoir donné lieu à quelques observations de M. le comte de Torre-Marín, observations auxquelles M. Olivan répondit.

Les articles 17 à 34 ont été approuvés sans discussion.

M. Ferrer a demandé la parole pour combattre l'article 35.

Les débats ont été suspendus pour donner lecture d'un message de la chambre des députés, qui informe le Sénat de l'approbation du rapport de la commission mixte chargée de l'examen du projet du chemin de fer de Palencia à la Corona et Vigo.

La haute chambre entra immédiatement après dans la discussion, à l'ordre du jour, du projet de loi relative aux droits des ministres en état d'invalidité (déchets de cessant). Ce projet de loi a été combattu par M. le marquis de Valguerna.

La séance a été levée après l'heure fixée par le règlement.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Nous avons rendu compte dans notre précédent numéro de l'incident qui s'est produit dans la séance d'hier, incident provoqué par M. Gutierrez de la Vega et qui seul put jeter quelque intérêt et quelque animation au milieu de discussions languissantes et sans portée. Cependant les débats sur le budget ont commencé. Celui du ministère de la guerre a obtenu la primauté, ainsi que l'exige sa haute importance, même dans une situation normale, importance beaucoup plus grave encore dans les circonstances actuelles, si l'on veut bien se reporter aux débats qui se sont élevés récemment au sein des Cortes.

La séance a été ouverte à 2 heures. Le procès-verbal de la séance précédente a été lu et approuvé. Après quoi, il s'est élevé une discussion sur la question de savoir si le procès-verbal des séances devrait mentionner la demande des députés tendant à obtenir, comme un droit, qu'il constatât qu'ils ont voté antérieurement avec la minorité. M. le président de la chambre a émis un avis contraire. MM. Latorre, Goicoechea, Gonzalez de la Vega et Alejandro Castro ont pris alternativement et contradictoirement la parole.

Ici s'est produit l'incident dont nous avons parlé hier haut, relatif à un bruit de déclaration de guerre contre l'Espagne de la part des Etats-Unis, bruit qui aurait couru à Paris et dont M. Gutierrez de la Vega, directeur de *El Leon Español* aurait eu connaissance par une dépêche télégraphique.

M. Borrogo, à l'heure où nous mettons hier sous presse, avait pris la parole au sujet des opérations électorales d'Arenys-sur-Mer pour appuyer la décision de la commission, de laquelle il fait partie. M. Elguayen lui répondit; Mais comme aucun des députés qui s'étaient inscrits pour prendre part à la discussion contre le rapport n'était présent à la séance, l'élection dont il s'agit a été approuvée le plus tranquillement et le plus pacifiquement possible. M. Riera, proclamé député, a prêté serment et pris place parmi ses collègues.

Telle a été la conclusion de débats extrêmement animés dans leur principe et qui ont occupé l'attention de la chambre pendant tant de jours.

M. Montañas, député d'Urdulana, a prêté serment et s'est réuni à ses collègues.

Au dire de M. Polo, le budget de la guerre est très réduit et n'est nullement en harmonie avec les conditions et les nécessités militaires du pays. Après quelques explications de M. Nunez renas, comme membre de la commission et une rectification de M. Polo y Latorre, M. Santa Cruz a com-

battu le budget comme consacrant des dépenses excessives dans une position normale. S. S. donne pourtant son assentiment aux chiffres affectés à la garde civile.

M. le ministre de la Guerre a démontré que de tous les budgets présentés aux Chambres depuis 14 ans, celui-ci était le moins élevé. S. E. n'a pas abordé de plus hautes considérations, parce que les observations des honorables membres qui ont pris la parole n'ont point eu le caractère d'une sérieuse opposition.

Cette discussion a été suspendue à la demande de M. le ministre de la Justice qui communique à l'Assemblée une dépêche télégraphique de M. le ministre des affaires étrangères, en réponse à autre dépêche que S. E. avait adressée à son collègue, au sujet de la nouvelle apportée à la Chambre par M. Gutierrez de la Vega. Cette dépêche déclare que le ministre de l'Intérieur ne sait rien absolument qui puisse attribuer quelque crédit à cette nouvelle. L'orateur a voulu connaître l'origine de la communication de M. le directeur de *El Leon Español*, et il résulte de ses renseignements que c'est M. Zuloaga, directeur de *Las Hojas*, qui aurait reçu la dépêche alarmante dont il s'agit, dépêche qu'il aurait transmise à tous les journaux; et encore cette dépêche est-elle loin d'être conçue dans les termes qui ont, à si juste raison, frappé l'Assemblée; il s'agit seulement de bruits d'après lesquels le président des Etats-Unis songerait à présenter aux Chambres un projet de déclaration de guerre contre l'Espagne.

S. E. a affirmé de nouveau à la Chambre que cette nouvelle était fautive de tout point et qu'elle avait été créée sans doute par les besoins de quelque spéculation de bourse.

M. le ministre a également adressé à Paris une dépêche à laquelle S. E. n'avait pas encore reçu de réponse.

La discussion du budget de la guerre a continué. M. le général San Roman a déclaré que ce budget est infiniment inférieur à ce qu'il devrait être; que le matériel de guerre est en très mauvais état; que l'effectif est insuffisant, et qu'enfin, contrairement aux idées de M. Santa Cruz, ce n'est point avec les sommes minimes qui figurent dans ce budget que l'on peut donner à l'Espagne une armée digne d'une grande nation.

A six heures un quart, la séance a été levée.

A. MONERIEU.

EXTERIEUR.

FRANCE.

Correspondance particulière de L'INDEPENDANCE ESPAGNOLE.

Paris, 17 avril 1858.

Un mot aujourd'hui de notre politique intérieure. Les élections de Paris approchent et bien que nous soyons loin de ces jours d'agitation, où l'urne électorale ressemblait à l'ourde d'Eole, il n'en est pas moins intéressant de jeter un regard sur les apprêts, essentiellement pacifiques, de cette lutte. MM. Jules Favre, Lienville, Picard, tous les trois avocats du barreau de Paris, sont les candidats de l'opposition. Ils ont rempli les prescriptions, légales, à cet effet, en s'engageant à prêter à la dynastie impériale le serment d'allégeance qu'exige la Constitution. Dans ce seul fait, il y a toute une révélation. Des intelligences d'un tel rayonnement, des hommes de cette notoriété, je parle de MM. J. Favre et Lienville, ne font rien à la légèreté. Au sein des confiances qu'il préside avec une incontestable clarté M. Lienville, bâtonnier de l'Ordre, a prouvé, en maintes occasions, combien ses tendances intimes le rapprochaient de cette démocratie dans l'autorité, qui est la base même du gouvernement impérial.

M. Jules Favre, dont le nom a grandi dans le calme de la vie de cabinet, plaidera-t-il à quelques jours devant une des principales cours de l'empire. Il s'agit d'une association commerciale, à propos de laquelle son adversaire voulait tout ramener à ce niveau égalitaire, qui n'est rien autre que la négation de l'intelligence, du talent, de tout ce qui fait le mérite de l'être pensant. M. J. Favre saisis, avec empressement, cette occasion de s'élever, de toute la hauteur de sa parole, contre les aveugles théories qu'on lui attribuait. Je constatai moi-même, alors cette heureuse protestation, comme un signe précurseur de la fusion des partis, et quelque hardiesse peut-être qu'il y ait à se prononcer ainsi j'entrevois, dans ce qui se passe aujourd'hui, un rapprochement plus récent encore.

C'est qu'il est impossible, en effet, aux bons et loyaux esprits de se refuser à rendre hommage à l'évidence, et de méconnaître que, depuis quelques années, la France présente le spectacle le plus remarquable.

Sauf quelques rares moments d'égarement dus à des causes tout accidentelles, le commerce y brille d'une activité sans précédent, la richesse générale s'y développe dans des proportions inouïes, les finances de l'Etat y marchent vers une amélioration de plus en plus rapide.

Vous vous rappelez cet éloquent rapport de magne, éblouissant au milieu de la crise monétaire, pour combattre et détruire les chimères de la peur ou

les rêves de l'empirisme, pour constater, en chiffres précis le rétablissement de notre équilibre financier, c'est-à-dire l'un des plus beaux succès qui aient récompensé la politique et l'administration si prévoyantes de l'Empereur... Aujourd'hui, ce sont les journaux anglais eux-mêmes qui le remarquent, à propos de l'état des revenus publics, récemment publiés par le *Moniteur*, l'amélioration, provenant notamment de l'impôt indirect, est d'autant plus sensible encore que si l'on tient compte de la suppression du double décime de l'enregistrement, dont la perception a cessé le 1er janvier, l'augmentation du revenu pour le trimestre n'est pas de 4, mais bien de 10 millions.

A ces chiffres éloquentes j'ajouterai-je Paris transformé, l'émulation stratégiquement impossible, nos grands arsenaux maritimes, rapprochés du centre; au besoin, ce qu'à Dieu ne plaise, des fortresses vivantes, glissant comme l'ombre et s'élançant comme la foudre vers tous les points menacés du littoral, les masses ayant leurs squares, leurs villes, leurs bois de Boulogne, l'air et le soleil, c'est à dire la santé et la vie, l'agriculture protégée, les Landes défrichées, enfin, les arts partout en honneur, la loi française proclamant que l'intelligence ne reconnaît pas de frontière, et que sa protection s'étend à l'ensemble des œuvres de l'esprit, dans le monde entier...

Faut-il s'étonner, après cela, que de loyales intelligences, s'inclinent, et que nous remettons, pour notre part, au dimanche 25 courant le détroit des incidents relatifs au scrutin qui s'ouvrira ce jour-là, dans trois circonscriptions électorales de Paris.

Les questions extérieures n'ont pas fait un pas depuis hier. La réception du maréchal duc de Malakoff à Douvres, l'espoir qu'il a exprimé de consolider l'alliance anglo-française, l'accueil cordial qu'il a reçu à Londres de la population, continuent à défrayer la presse. On voit déjà la reine Victoria à Cherbourg, assistant à cette triple inauguration qui doit consacrer la statue de Napoléon 1er et des chefs-d'œuvre à l'activité humaine, un bassin, digne du génie de Richelieu, une voie ferrée, qu'il est enviable de voir. Je m'empresse de vous dire, toutefois, que cette nouvelle du voyage attribué à la reine d'Angleterre me semble tout aussi prématurée que les prétendues visites d'Osborne et de Compiègne.

Fuad Pacha quittera Constantinople le 28 avril pour se rendre à Paris.

On croit que les conférences s'ouvriront par l'échange des ratifications, relatives à la délimitation des frontières turco-russes en Asie.

Le Président du directoire cantonal de Berne, M. James Pazy, a eu ce matin une audience du comte Waleiski.

Une correspondance de Londres donne quelques détails intéressants sur la physiologie du procès de Simon Bernard. Depuis l'affaire Palmer de tragique mémoire, jamais on n'avait vu pareille affluence à la cour de justice criminelle. Mais il ne faut pas croire, ajoute le correspondant, que le public anglais prenne fait et cause pour l'accusé, comme le font certains journaux; la nation anglaise a un fond de loyauté qui se révolte à la pensée que Bernard n'a pas couru, comme Orsini et ses complices, le danger de son crime. Il est resté à l'écart, à l'abri de l'hospitalité anglaise, dont il invoque aujourd'hui le bénéfice pour couvrir sa félonie. L'accusé montre aux débats une assurance imperturbable; il semble confiant dans ses moyens de défense et s'entre-tient familièrement avec ses conseils. Il affecte un dédain haineux pour les Français qui ont déposé contre lui; bref, par son attitude aussi bien que par ses actes, c'est un véritable héros de cour d'assises.

Je vous ai annoncé hier que le maréchal duc de Malakoff était arrivé à son poste diplomatique de Londres. Voici quelques renseignements qu'une lettre particulière nous apporte sur l'arrivée de l'ambassadeur de France à Douvres: Le C. S. navire sur lequel le Maréchal Pelissier s'est embarqué à Boulogne, le 15 au matin, s'est trouvé à midi en vue des côtes d'Angleterre; à une heure, il était amarré contre la jetée. Les batteries du château ont salué le maréchal ambassadeur par des salves d'artillerie et les matelots du C. S. debout sur les vergues, ont crié à diverses reprises: *Vive l'Empereur!* Immédiatement sont montés à bord le gouverneur de Douvres, le duc de Richmond, le général Mansell et nombre d'officiers qui ont félicité le maréchal Pelissier sur son heureuse arrivée en Angleterre. Le maréchal duc de Malakoff est descendu à terre en marchant en tête de cette députation; il s'est rendu à *Lord Walden*, hôtel, entre une double haie de soldats anglais qui ont chapeauté le maréchal sur son passage l'illustre vainqueur de Sébastopol, une foule innombrable était accourue sur la jetée. Deux régiments d'infanterie avaient été adjoints à la garnison de Douvres qui est entièrement fournie par l'armée de l'artillerie, trois gardes d'honneur ont fait le service; c'étaient des carabiniers royaux d'*Andrin*, des détachements du onzième régiment et de la milice royale de Sussex. Après être resté une demi-heure environ à *Lord Walden*, hôtel, l'ambassadeur français est parti par un train spécial pour Londres, où il est arrivé à 4 heures 1/2. La même lettre m'apprend que l'on a singulièrement exagé-

ré l'importance de la prise de Luckaon en faisant de cette victoire le pendant de la prise de Delhi. Il paraît hors de doute que ce facile succès est dû à ce qu'il n'entraîne pas dans le plan des insurgés de défendre Lucknow.

Pour extrait, G. DE LAGNY.

EGYPTE.

Une dépêche télégraphique de Suez, arrivée il y a trois jours, a annoncé l'arrivée dans ce port du paquebot le *Precurator*, venant d'Aden, apportant la nouvelle que les Arabes avaient coupé les routes des environs de cette ville et empêchaient les approvisionnements d'y arriver. Un engagement avait eu lieu entre les troupes anglaises et les arabes, et ces derniers avaient eu 30 hommes hors de combat. Au départ du *Precurator*, la situation était la même et les arabes réunissaient en plus grand nombre.

Ces faits vous seront déjà parvenus par voie télégraphique de Malte, car sitôt après qu'ils ont été connus, le *Caradoc*, qui avait apporté les ambassadeurs siamois, a mis à la voile pour Malte. Je n'ai pu savoir si le *Precurator* avait été envoyé d'Aden à Suez tout exprès pour annoncer cette révolte, ou s'il venait des Indes et se trouvait seulement de passage à Aden. Le bruit circulait en ville qu'il avait été envoyé en toute hâte pour demander des secours à Malte. S'il en est ainsi, c'est que probablement les deux régiments de cipayes en garnison à Aden, les seraient révoltés et auraient fait cause commune avec les arabes indigènes. La maille des Indes signalée à Suez depuis hier, doit avoir apporté des nouvelles plus récentes, mais rien n'a transpiré. Les dépêches et les passagers sont attendus ce soir et s'embarqueront immédiatement. Je confie cette lettre au paquebot qui les emmène à Marseille, et je regrette de ne pouvoir vous donner d'autres détails.

S. A. le vice-roi continue à résider aux environs d'Alexandrie, à Mariout. Il y a reçu, il y a quelques jours, le patriarche Copte revenant d'Abyssinie, et qui a présenté à S. A. deux ambassadeurs que lui a envoyés le roi Théodore. On ne peut que se féliciter des relations qui s'établissent entre l'Egypte et l'Abyssinie, et l'envoi de ces deux émissaires est une preuve des bonnes dispositions dans lesquelles se trouve le roi Théodore.

On annonce le départ prochain du vice-roi pour le Caire, on prétend qu'il doit assister aux fêtes que donnera le prince Mustapha-Bey à l'occasion de la circoncision de son fils. Méhémet-Ali après une entrevue avec le vice-roi à Mariout s'est rendu au Caire, voir les autres membres de sa famille.

Le *Precurator* n'a pas apporté de nouvelles de Bombay plus récentes que celles reçues par l'*Alawa*.

A Aden les chemins ont été cernés par les troupes du sultan d'Adel, de manière que le fort n'a pu recevoir des vivres.

Le commandant de la garnison d'Aden est allé à la rencontre des rebelles le 18 mars avec 600 hommes et 2 canons, il a réussi à les repousser. Dans cette rencontre les Arabes ont perdu 20 à 30 hommes; les Anglais n'ont éprouvé aucune perte.

Le jour où le *Precurator* devait quitter Aden, il a été dit que les Arabes avaient de nouveau cerné les chemins et qu'ils étaient en plus grand nombre. Le paquebot le *Madras* est arrivé à Aden quelques heures avant le départ du *Precurator*.

(Nouvelles de Marseille).

NOUVELLES DIVERSES.

ESPAGNOLES.

Les populations de la Vieille Castille commencent à se réveiller du sommeil séculaire où elles ont été plongées jusqu'à présent: les projets de chemins de fer en construction, ou approuvés par les Cortes l'ont produit dans cette riche contrée un heureux changement. Nos correspondants de Leon nous font part de la joie où la ville entière est en proie à l'enthousiasme. Le gouverneur reçoit une dépêche télégraphique expédiée de Madrid par le Sénateur M. Suarez de Deza, lui annonçant que le Sénat avait approuvé le projet du chemin de fer de Galicie qui doit passer par Leon. Dès que cette grande nouvelle se fut répandue, la ville entière a été en émoi: Les maisons ont été illuminées et un brillant feu d'artifice, a été tiré.

La ville de Leon a certes de quoi célébrer cette libération des chambres, car la construction d'un chemin de fer sur son territoire va infailliblement fertiliser ce sol si riche en bois, en minerais et autres matières de première utilité. Dans quelques années les belles plaines de Castille changeront de face: leurs habitants jouissant d'un bien être dont ils n'avaient pas jusqu'ici la moindre idée.

— Les nouvelles que nous recevons de Valladolid, Palencia, Segovia, Avila, Salamanca, Leon,

fraient dans le détroit, pareils à des montagnes l'écluse, le *smogler* hissa sa voile grise, et s'en alla le jeter sur la terre de France, comme deux balots de marchandises prohibées.

XI.

LA FERME DE BERGUES.

Si jamais vous allez en Flandre, et que vous suiviez la route qui conduit de Cassel à Bergues, à environ quatre kilomètres de cette dernière ville, vous apercevrez à votre gauche, entourée de beaux arbres fruitiers; une magnifique ferme où tout respire le bonheur et l'aisance.

Les propriétaires de cette ferme, gens extrêmement affables envers les étrangers, et que les malheureux n'implorant jamais en vain, sont Dutaillys et Marguerite.

Lorsque le pêcheur, arraché des pontons anglais par le courage et le dévouement de sa femme, réparé à Gravelines, sa tante de Bergues, celle qui devait lui laisser un peu de bien, suivant son expression, était morte. Cette circonstance le décida à abandonner sa profession et à quitter le port, qui ne lui rappelait, ainsi qu'à sa femme, que de pénibles souvenirs. Il vint à Bergues prendre possession de son petit héritage et se fit cultivateur.

Ce qui restait de l'argent dû à la générosité de la pauvre mistress Wilford fut employé à l'agrandissement de la ferme et à l'acquisition de terrains. Dutaillys était rangé et laborieux, Marguerite, bonne et intelligente ménagère. Ces deux époux, si bien assortis, n'ont cessé, depuis cette époque, de voir leurs affaires prospérer, et aucun orage n'est venu troubler leur douce et paisible existence. Le ciel leur devait bien ce dédommagement pour tout ce qu'ils avaient souffert dans leur jeunesse.

Ils ont pris avec eux, plutôt comme ami que comme serviteur, un vieux matelot qui était tombé dans la misère, ne trouvant plus à s'embarquer à cause d'infirmités graves gagnées au service de son pays et durant une longue et cruelle captivité. Il se rend néanmoins très utile dans la ferme, où

Bergues sont toutes unanimes sur le superbe aspect que les champs présentent: la récolte prochaine promet d'être une des plus abondantes qu'on ait connues, c'est-à-dire qu'en général la Castille, de même que les autres provinces de l'Espagne, n'attendent que les grandes voies de communication pour arracher de son sol toutes les richesses qu'il enfère dans son sein.

Nous sommes sûr que la Galice, également favorisée par le projet qui vient d'être approuvé, partagera cette même joie. Si les produits de la terre ne peuvent, dans ce pays comme dans la Castille, apporter au paysan tout le bien-être qu'il serait à désirer à cause des conditions toutes spéciales où les habitants de la campagne se trouvent, en échange les nombreux éleveurs de bétail trouveront des avantages immenses dans son industrie réduite aujourd'hui à des proportions mesquines.

Les provinces du midi ne tarderont pas à être convaincues du bonheur que l'industrie et l'esprit d'entreprises répandent déjà autour d'elles.

— On nous écrit de Séville que la foire prochaine s'annonce déjà de la manière la plus brillante. La ville est pleine de monde, les hôtels sont littéralement encombrés. On fait élever à 50,000 le nombre d'étrangers déjà présents à Séville, quoique la foire ne soit encore commencée.

— On nous apprend de Malaga que la fièvre jaune vient de se déclarer de nouveau à Rio Janeiro.

En conséquence seront soumis à la quarantaine tous les navires venant de tous les points du Brésil.

— Par suite de nouvelles dispositions prises au Palais, il sera tenu la main dorénavant à ce que nul ne pourra se présenter devant Sa Majesté sans être en tenue officielle.

— La chaleur maximum d'hier a été de 20, 0° et le minimum 9, 3 Réaumur.

— Les renseignements qui nous arrivent sur l'inauguration du chemin de fer de la Méditerranée se fera avec beaucoup d'éclat. Le convoi royal se composera de voitures pour 120 personnes; et on invitera, dit-on, pour accompagner LL. MM. les ministres, le corps diplomatique, les capitaines généraux, les commissions des Chambres, les évêques se trouvant à Madrid, les hauts fonctionnaires du château, et les autorités supérieures de Madrid.

On nous assure que la Reine qui veille toujours aux intérêts des entreprises, avec sa sollicitude habituelle, veut que les frais de l'inauguration soient à la charge de la liste civile.

— Il va être présenté incessamment au gouvernement les plans déjà terminés du chemin de fer de Vigo à Tuy, et avant peu il sera pris des dispositions préliminaires à la concession définitive de cette importante ligne.

ETRANGÈRES.

La grande duchesse Stéphanie de Bade, fante de l'Empereur, vient de quitter Nice où elle a passé l'hiver. S. A. s'est embarquée à bord du *Requin* pour la France.

— Les interpellations deviennent de plus en plus vives dans le parlement piémontais. Dans une séance M. Gust. Cavour a traité M. Boggio de *Consent*. Un autre orateur a laissé échapper dans les bureaux le mot de *coignone* qui était familier à l'Empereur Napoléon I.

— L'inauguration du chemin de fer de Civitavecchia à Rome aura lieu du 10 au 15 juillet. L'administration des chemins de fer romains organise, à cette occasion, un train de journalistes parisiens. Après avoir admiré Marseille fondée par les Phocéens et remaniée par M. Mirès, on partira en caravane pour la ville éternelle.

— Il n'est bruit en ce moment dans le grand monde parisien que d'une catastrophe financière occasionnée par le luxe effréné des toilettes féminines. Mme. la vicomtesse de R., femme d'un conseiller d'Etat, et l'une des plus élégantes du faubourg St-Germain, entraînée à d'effroyables dépenses et considérablement arriérée avec ses fournisseurs, vient de se retirer dans un couvent faisant un passif de plusieurs centaines de mille francs que devra liquider le chef de la communauté.

Si nous citons cet exemple, ce n'est pas pour jeter la pierre à la malheureuse victime de ce scandale, mais pour prémonir celles qui sont entraînées sur cette pente fatale du luxe qui a pris de nos jours les proportions d'une véritable calamité sociale.

Citer le nombre de grandes dames qui ont des comptes en souffrance chez leurs fournisseurs et le chiffre de quelques-uns de ces comptes, serait plus que de l'indiscrétion: on raconte à cet égard des arrangements curieux conclus à des taux usuraire, entre autre celui d'une dame séparée de biens, qui a aliéné sa pension pour dix ans au gérant d'un magasin en vogue, et qui dépense, par an pour 1500 fr. de bottines.

La nouvelle loi sur les titres n'atteindra pas ces infimes petites vanités; mais elle met bien en peine les nobles de contrebande et les *marquis de*

il s'occupe de tout et fait réellement autant de besogne que le plus vigoureux des valets. Cet homme est on ne peut plus content de son sort. On lui offrirait ailleurs une existence princière qu'il n'en voudrait pas.

La manie de cet estimable invalide, manie pour laquelle on le gronde parfois en riant, est de dire fréquemment mistress Boxton, au lieu de madame Dutaillys. Cet homme est un ex-prisonnier du *Warrior*, un de ceux qui avaient aidé Dutaillys à percer les flancs du ponton.

J'oubliais de dire que l'ancien pêcheur et l'héroïne du *Goeland* étaient à peine fixés à Bergues, lorsqu'on vint remettre à Marguerite un petit coffret d'ébène artistiquement ciselé, garni de bordures et d'incrustations d'argent, et affectant la forme d'une tombe: il renfermait l'anneau qu'elle avait donné au commandant du *Warrior*, à celui qu'elle avait promis d'aimer comme un frère. Cet officier avait été tué dans une rencontre avec un de nos bâtiments de guerre. On donna quelques larmes à sa mémoire, et le coffret d'ébène fut regardé comme une précieuse relique.

Des quatre ou cinq enfants que les époux Dutaillys ont eus et qui sont tous mariés aujourd'hui, un seul, que j'ai connu très-particulièrement, a embrassé la périlleuse carrière de la marine. C'est à lui que je suis redevable des intéressants détails qui font le sujet de ce récit.

Peu d'années se sont écoulées depuis qu'un de mes amis, revenant de Dunkerque, s'est arrêté à la ferme de Bergues. Il eut occasion d'y voir un vieux curé des environs, renommé pour sa piété et ses bonnes œuvres, qui va souvent visiter la famille Dutaillys. Cet homme n'est autre qu'un des anciens adorateurs de Marguerite, l'honnête garçon, fils du syndic de Gravelines, dont il a été question au commencement de cette histoire. Il a fait un excellent prêtre; peut-être eût-il fait un mauvais mari. Quoi qu'il en soit, ce digne curé n'est jamais plus heureux que lorsqu'il peut parler des vertus de la *Perle de Gravelines*.

FIN.

